

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Directeur Marchés, études et prospective

Direction Marchés, Etudes et Prospective (DMEP)

N° appel à candidature : 25966	Catégorie : A+
Cotation parcours professionnel : 3+	Cotation Groupe RIFSEEP : 2.1 si corps des IPEF, ou 2.1 si AE, ou 1.3 si ISPV (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)
Filière d'emploi : 1 – Élaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières

françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Au sein de l'établissement, la Direction des Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des données, des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches multi-filières et des outils transverses d'analyse, de conduire des études à caractère économique sur les filières et les marchés agricoles, de la pêche et de l'aquaculture à la fois dans le temps court de la

conjoncture et sur le long terme.

La DMEP élabore, propose et met en œuvre le programme d'informations et d'études économiques de l'Établissement et construit et met en œuvre un programme statistique. Elle met à disposition ses moyens pour le secrétariat de l'Observatoire de la formation des prix et des marges.

La direction MEP a également en charge la gestion des interventions sectorielles concernant les filières huile d'olive et PPAM au travers de la délégation nationale de Volx qui lui est rattachée.

Elle contribue à éclairer les filières et le ministère sur les évolutions en matière de souveraineté alimentaire et de compétitivité des filières, notamment dans le cadre des conférences de souveraineté alimentaire.

Objectifs du poste

Le directeur MEP propose, met en œuvre et pilote les orientations et actions relatives aux fonctions de veille économique, de production de données et d'analyse des marchés validées par la direction générale, dans le cadre du contrat d'objectif et de performance entre l'Etat et l'établissement. Il pilote également l'ensemble des activités de la délégation nationale de Volx. Membre du comité de direction, il apporte son appui à la définition et à la mise en œuvre des orientations de la direction générale et veille à les promouvoir tant en interne qu'auprès des partenaires de l'établissement.

Missions et activités principales :

Le directeur coordonne et anime les équipes (environ 100 agents), organisées en trois services et deux missions. Il est responsable des moyens et objectifs confiés à la direction et pilote le budget dédié aux études. Il veille à la pertinence, la régularité et la qualité des informations produites et diffusées en routine comme en réponse aux demandes particulières des tutelles et des filières. Il contribue à la production et à la valorisation des études et travaux conduits par ses équipes dans le cadre des orientations du COP. Il peut représenter l'établissement dans des réunions à haut niveau et auprès des partenaires professionnels.

Relations fonctionnelles du poste :

Interne à FranceAgriMer : toutes directions et services du siège et en région
Cabinets et directions des ministères chargés de l'Agriculture et de la Mer (DGPE, DGAMPA, DGAL, SG/SSP...), directeurs DRAAF, établissements de recherche, autres établissements publics.
Responsables professionnels des filières agricoles et de la pêche

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne connaissance des filières agricoles et agroalimentaires et des politiques agricoles publiques, appuyée par une expérience pratique de celles-ci ; une expérience des marchés/filières à l'international sera appréciée ;
- Solides connaissances en économie ;
- Connaissances en matière de systèmes d'information ;
- Bonne maîtrise de l'anglais

Savoir-faire / Maîtrise

- Expérience réussie du management d'équipes, capacité à arbitrer ;
- Créativité et dynamisme
- Aptitude à la conduite de projets,
- Goût pour la concertation
- Aisance dans l'expression écrite et les présentations orales.

Poste clé¹ :

Oui ☐ Non ☐

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

Poste à caractère sensible² :	Oui ☐ Non ☐
Poste à privilèges³ :	Oui ☐ Non ☐
Personnes à contacter Martin Gutton, directeur général de FranceAgriMer Martin.gutton@franceagrimer.fr Julie Brayer-Mankor, directrice générale adjointe Julie.brayer-mankor@franceagrimer.fr Valérie Vacher, secrétaire générale adjointe Valerie.vacher@franceagrimer.fr	
Conditions de travail FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre une mutuelle, la possibilité de bénéficier d'une prévoyance ainsi que de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Un service médico-social : composé d'un médecin du travail pour le service de médecine de prévention de FAM et d'une assistante sociale sont présentes dans l'établissement. Une Référente Handicap accompagne également les agents dans leurs parcours professionnels. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21/06/2025 Le dossier de candidature doit comporter : - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.